

Art. 3. De dienst met afzonderlijk beheer wordt de « Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden » genoemd.

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1999.

Kondigingen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 1998.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,
de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest alsook met de Internationale betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing,
Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt

Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999 :*

Documenten van de vergadering. — Ontwerpdecreet, nr. 71 (1998-1999), nr. 1. — Verslag, nr. 71 (1998-1999), nr. 2.
Amendementen, nr. 71 (1998-1999), nr. 3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : Zitting van 18 december 1998.



F. 99 — 415

[S - C - 99/31020]

17 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à la gestion comptable et budgétaire du service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998 relatif à la création d'un service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 26 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 octobre 1998;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 2 décembre 1998;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'installation le 1^{er} janvier 1999 du Service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées requiert de le doter, dans les plus brefs délais, de règles propres et indispensables au bon fonctionnement de sa gestion comptable et budgétaire;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

- le Service : le service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, également dénommé : « Service bruxellois francophone des personnes handicapées ».

CHAPITRE II. — *Le budget*

Art. 3. Un projet de budget des recettes et des dépenses est établi annuellement par le Service selon les directives données par le Collège.

L'année budgétaire coïncide avec l'année civile.

Art. 4. Le budget est subdivisé comme suit :

1° les recettes;

2° les dépenses.

Les estimations des recettes comprennent :

1° la dotation versée par la Commission communautaire française;

2° les dons et legs;

3° les recettes générées par les institutions organisées par la Commission communautaire française;

4° les autres produits.

Les estimations des dépenses comprennent les interventions et subventions allouées dans le cadre de la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Le solde de trésorerie disponible à la fin de l'année budgétaire est automatiquement reporté.

Art. 5. Le Service est autorisé à utiliser, dès le commencement de l'année, les ressources disponibles à la fin de l'année précédente.

Art. 6. Le montant des dépenses ne peut dépasser le montant des recettes ni le montant des crédits limitatifs approuvés.

Art. 7. Les dépenses portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de cette année budgétaire et d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures.

L'imputation budgétaire est basée sur le document, destiné au tiers ou émanant de lui, qui constate l'existence et l'étendue de l'opération.

Art. 8. Le projet de budget du Service est soumis à l'approbation du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes avant le 1^{er} juin qui précède l'année budgétaire et est annexé au projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française.

Les projets contenant les ajustements du budget du Service établis selon les directives données et les formes prescrites par le Collège sont soumis à l'approbation du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes et annexés au projet de décret ajustant le budget général des dépenses du budget de la Commission communautaire française.

Art. 9. L'approbation du budget du Service est acquise par la sanction du décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française. Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'année budgétaire, les mêmes opérations que celles qui sont autorisées par le budget précédent peuvent être effectuées au prorata de 1/12e par mois à partir du 1^{er} janvier.

CHAPITRE III. — *La tenue de la comptabilité*

Art. 10. Toutes les opérations intéressant l'activité et l'administration du Service font l'objet, jour par jour, d'un enregistrement comptable complet.

Chaque écriture s'appuie sur une pièce justificative.

Art. 11. L'enregistrement est fait selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Il fait l'objet d'inscriptions au minimum :

1° dans un livre journal reprenant les opérations dans l'ordre chronologique;

2° dans un système de comptes spécifiant, d'une part, d'après leur nature, les ressources mises en œuvre et, d'autre part, l'usage qui est fait de ces ressources ainsi que les modifications de patrimoine qui en résultent.

Art. 12. § 1^{er}. Le système de comptes visé à l'article 11 du présent arrêté, ainsi que les règles qui régissent leur fonctionnement, sont décrits dans un plan comptable.

§ 2. Le plan est établi de manière telle :

1° que les comptes enregistrent séparément, d'une part, les opérations avec les tiers et, d'autre part, les mouvements internes de valeurs ne résultant pas de relations avec les tiers;

2° que les comptes soient groupés de manière qu'il puisse être satisfait, sans nouveau dépouillement ni nouvelle analyse, aux dispositions des articles 19 à 22 du présent arrêté;

3° qu'il permette en tout temps de suivre l'exécution du budget.

§ 3. Les opérations détaillées selon le budget font l'objet d'enregistrements hors compte, à condition que ces enregistrements concordent avec la comptabilité générale.

§ 4. Le Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes moyennant l'accord du Membre du Collège chargé du Budget et de l'Inspection des Finances approuve la structure générale du plan comptable.

Art. 13. Les inscriptions aux comptes visés à l'article 12 du présent arrêté doivent concorder avec celles des journaux.

Art. 14. En cours d'année, les comptes enregistrant les dépenses budgétaires ne comportent que des inscriptions au débit; les comptes enregistrant les recettes budgétaires ne comportent que des inscriptions au crédit de manière que ces comptes forment la récapitulation des documents justificatifs de ces inscriptions.

Art. 15. Les documents justificatifs qui appuient les inscriptions aux comptes, sont classés par articles du budget.

Art. 16. Les documents établis par le Service pour justifier les mouvements internes de valeurs, font l'objet d'un classement par comptes; ils ne peuvent être confondus avec ceux visés à l'article 15 du présent arrêté.

Art. 17. A la date du 31 décembre, il est procédé à la révision des valeurs des éléments actifs et passifs du patrimoine du Service et il est dressé, s'il échet, un inventaire général basé sur les relevés détaillés des existences.

Cet inventaire est subdivisé en autant de chapitres que le plan comptable visé à l'article 12 du présent arrêté comprend de groupes de comptes ouverts pour enregistrer les opérations qui influencent la composition du patrimoine.

Art. 18. Les écritures destinées à redresser les comptes conformément aux données de l'inventaire sont passées sous la même date du 31 décembre.

Art. 19. Après la passation des écritures visées à l'article 18 du présent arrêté, il est dressé une balance définitive des comptes.

CHAPITRE IV. — *La reddition des comptes*

Art. 20. Le Service présente annuellement dans un rapport financier :

- 1° la balance des comptes dressée comme défini à l'article 18 du présent arrêté;
- 2° le compte d'exécution du budget;
- 3° le compte de gestion;
- 4° le compte de résultats;
- 5° le bilan.

Art. 21. Le compte d'exécution du budget est formé par la transposition des sommes apparaissant à la balance définitive dans le groupe des comptes ouverts pour satisfaire aux dispositions de l'article 12, § 2, 3° du présent arrêté.

Il présente, compte tenu des modifications qui y ont été régulièrement apportées, les mêmes subdivisions que les tableaux du budget tel qu'il a été établi en conformité avec les dispositions prévues à l'article 3 du présent arrêté.

Ces tableaux font apparaître dans des colonnes successives :

- 1° les numéros des articles;
- 2° les libellés de ceux-ci;
- 3° les prévisions de recettes ou les crédits accordés suivant le cas;
- 4° les recettes ou les dépenses imputées;
- 5° les différences entre les prévisions et les imputations.

La différence entre les recettes et les dépenses imputées forme le résultat budgétaire de l'année. Celui-ci cumulé avec les résultats budgétaires des années antérieures, forme le résultat général des budgets.

Art. 22. Le compte des résultats est formé :

- 1° d'une part des charges;
- 2° d'autre part des produits.

Art. 23. Le bilan donnant la situation active et passive du Service au 31 décembre est formé par la transposition des soldes apparaissant à la balance définitive des comptes.

Art. 24. Les documents visés aux articles 17 et 20 du présent arrêté dressés par le Comptable désigné par le Collège sont transmis par le Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année à laquelle ils se rapportent au Membre du Collège chargé du Budget qui les soumet à la Cour des comptes avant le 31 mai de la même année.

Art. 25. Le compte d'exécution du budget du Service est annexé au compte d'exécution du budget de la Commission communautaire française.

CHAPITRE IV. — *Le Contrôle*

Art. 26. La Cour des comptes peut effectuer sur place le contrôle de la comptabilité. Elle peut s'y faire fournir, en tout temps, toutes les pièces justificatives, tous les états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes, dépenses, avoirs et dettes. Ces documents sont conservés par le comptable désigné par le Collège au sein du Service au moins aussi longtemps que le prescrit l'arrêté royal du 25 novembre 1952 fixant les délais après lesquels les archives déposées à la Cour des comptes peuvent être supprimées.

Art. 27. L'arrêté du Collège du 23 juillet 1996 relatif au contrôle administratif et budgétaire est applicable au Service, à l'exception de ses articles 6 et 21.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 29. Le Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes et le Membre du Collège chargé du Budget exécutent, chacun en ce qui le concerne, le présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 1998.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège chargé du Budget

VERTALING

N. 99 — 415

[C - 99/31020]

17 DECEMBER 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de boekhouding en het budget van de dienst met eigen beheer die instaat voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de wetten met betrekking tot de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998 betreffende de oprichting van een dienst met eigen beheer die instaat voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijn en Gezondheidszorg, gegeven op 26 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 oktober 1998;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College, belast met Begroting, gegeven op 2 december 1998;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringdheid;

Overwegende dat de installatie, op 1 januari 1999, van de Dienst met eigen beheer die instaat voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, ertoe noopt dat deze dienst zo vlug mogelijk moet beschikken over eigen regels die nodig zijn voor de goede werking van de boekhouding en het budget;

Op voorstel van het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

de Dienst : de dienst met eigen beheer die zorgt voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, ook « Brusselse Franstalige Dienst voor gehandicapten » genoemd.

HOOFDSTUK II. — *Het budget*

Art. 3. Jaarlijks maakt de Dienst een ontwerpbudget van de inkomsten en uitgaven op volgens de richtlijnen van het College.

Een budgettair jaar valt samen met een kalenderjaar.

Art. 4. Het budget wordt opgesplitst in :

1° de inkomsten;

2° de uitgaven.

De inkomstenramingen omvatten :

1° de dotatie van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de giften en legaten;

3° de inkomsten uit de instellingen die georganiseerd worden door de Franse Gemeenschapscommissie;

4° de andere opbrengsten;

De ramingen van de uitgaven omvatten de tegemoetkomingen en subsidies die worden toegekend in het raam van beleid inzake sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Het saldo van de geldelijke middelen die beschikbaar zijn op het einde van het budgettair jaar wordt automatisch overgedragen.

Art. 5. De Dienst mag, vanaf het begin van het jaar, de middelen aanwenden die beschikbaar waren op het einde van het voorgaand jaar.

Art. 6. Het bedrag van de uitgaven mag niet hoger zijn dan dat van de inkomsten noch hoger dan het bedrag van de toegestane plafondkredieten.

Art. 7. De uitgaven hebben betrekking op schulden die tijdens het budgettair jaar voortvloeiden uit verbintenissen die werden aangegaan tijdens dat budgettair jaar en overgehevelde verbintenissen van vorige budgettaire jaren.

De boeking op de begroting gebeurt op het document, bestemd voor de derde of uitgaande van deze derde, die het bestaan en de strekking van de verrichting bevestigt.

Art. 8. Het ontwerpbudget van de Dienst wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen, vóór de 1e juni die voorafgaat aan het budgettair jaar en wordt gevoegd bij het ontwerpdecreet houdende algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

De ontwerpen houdende de aanpassingen van de begroting van de Dienst, die zijn opgesteld op basis van de richtlijnen en vormvereisten voorgeschreven door het College, worden ter goedkeuring voorgelegd aan het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen, en gevoegd bij het ontwerpdecreet houdende de aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 9. De goedkeuring van het budget van de Dienst wordt verkregen door de bekrachtiging van het decreet betreffende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie. Als de goedkeuring niet verkregen wordt vóór het begin van het budgettair jaar, mogen dezelfde verrichtingen als deze die zijn toegestaan door de vorige begroting verricht worden naar rato van 1/12e per maand en dit vanaf 1 januari.

HOOFDSTUK III. — *De boekhouding*

Art. 10. Alle verrichtingen met betrekking tot de activiteit en het bestuur van de Dienst worden, iedere dag, volledig opgetekend in de boekhouding.

Ieder schrift wordt gestaafd aan de hand van een bewijsstuk.

Art. 11. De inschrijving gebeurt volgens de gebruikelijke regels van de dubbele boekhouding.

De inschrijving gebeurt minstens :

1° in een journaal waarin alle verrichtingen in chronologische volgorde zijn opgetekend;

2° in een rekensysteem waarin enerzijds de aard en de aangewende middelen worden vermeld en anderzijds het gebruik van deze middelen alsook de hieruit voortvloeiende wijzigingen in het vermogen.

Art. 12. § 1. Het rekensysteem bedoeld in artikel 11 van dit besluit alsook de regels voor de goede werking ervan staan beschreven in een boekhoudkundig plan.

§ 2. Het plan wordt zodanig opgesteld :

1° dat de rekeningen enerzijds de verrichtingen met derden en anderzijds de interne waardeverschuivingen die los staan van de relaties met derden, afzonderlijk boeken;

2° dat de rekeningen gegroepeerd zijn zodat, zonder deze opnieuw te hoeven analyseren of uit te pluizen, voldaan wordt aan artikelen 19 tot 22 van dit besluit;

3° dat de planning van het budget steeds gevolgd kan worden.

§ 3. De op basis van het budget uitvoerig beschreven verrichtingen wordt buiten de rekeningen ingeschreven, op voorwaarde dat deze inschrijvingen overeenstemmen met de algemene boekhouding.

§ 4. Het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen, keurt de algemene structuur van het boekhoudkundig plan goed, mits akkoord van het Lid van het College, belast met Begroting en dat van de Inspectie van Financiën.

Art. 13. De inschrijvingen in de rekeningen, bedoeld in artikel 12 van dit besluit, moeten overeenstemmen met de journaals.

Art. 14. Tijdens het jaar mogen de rekeningen die budgettaire uitgaven bevatten enkel debetinschrijvingen bevatten; de rekeningen die budgettaire inkomsten boeken, bevatten enkel creditinschrijvingen, zodat deze rekeningen een overzicht geven van de bewijsstukken van deze inschrijvingen.

Art. 15. De bewijsstukken die dienen ter staving van de inschrijvingen in de rekeningen worden gerangschikt per begrotingsartikel.

Art. 16. De documenten die zijn opgesteld door de Dienst ter verantwoording van de interne waardeverschuivingen, worden gerangschikt per rekening; deze mogen niet verward worden met deze bedoeld in artikel 15 van dit besluit.

Art. 17. Op 31 december worden de waarden van de activa en passiva van het vermogen van de Dienst herzien en wordt, desgevallend, een algemene inventaris opgemaakt op basis van de gedetailleerde staat van de bestaansmiddelen.

Deze inventaris wordt opgesplitst in evenveel hoofdstukken als dat het boekhoudkundig plan, bedoeld in artikel 12 van dit besluit, rekeningengroepen bevat die zijn geopend voor de inschrijving van de verrichtingen die de samenstelling van het vermogen beïnvloeden.

Art. 18. De schriften die dienen voor de wederopmaak van de rekeningen overeenkomstig de gegevens van de inventaris, worden eveneens op 31 december geboekt.

Art. 19. Na de boekingen, bedoeld in artikel 18 van dit besluit, wordt een definitieve balans van de rekeningen opgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *De rekeningen en de verantwoording*

Art. 20. De Dienst geeft jaarlijks in zijn financieel verslag :

1° de balans van de rekeningen, opgemaakt volgens artikel 18 van dit besluit;

2° de rekeningen van de uitvoering van het budget;

3° de beheersrekening;

4° de resultatenrekening;

5° de eindbalans.

Art. 21. De rekening voor de uitvoering van het budget wordt gevormd door de overbrenging van de bedragen uit de definitieve balans naar de rekeningengroep die zijn geopend om tegemoet te komen aan de bepalingen van artikel 12, § 2, 3° van dit besluit.

Deze rekening vertoont, rekening houdend met de wijzigingen die hier met regelmaat werden aangebracht, dezelfde opslitsingen als de tabellen van de begroting zoals die werd opgesteld in overeenkomst met de bepalingen voorzien in artikel 3 van dit besluit.

Deze tabellen tonen in de opeenvolgende kolommen :

- 1° de nummers van de artikelen;
- 2° de inhoud van deze artikelen;
- 3° de vooruitzichten wat betreft de inkomsten of de toegekende kredieten, naargelang het geval;
- 4° de geboekte inkomsten of uitgaven;
- 5° de verschillen tussen de vooruitzichten en de boekingen.

Het verschil tussen de geboekte inkomsten en uitgaven vormt het begrotingsresultaat van het jaar. Gecumuleerd met de andere begrotingsresultaten van de vorige jaren vormt dit het algemeen begrotingsresultaat.

Art. 22. De resultatenrekening wordt gevormd uit :

- 1° enerzijds, de lasten;
- 2° anderzijds, de baten.

Art. 23. De balans met de activa en de passiva van de Dienst op 31 december verkrijgt men door de overbrenging van de saldi die voortvloeien uit de definitieve balans van de rekeningen.

Art. 24. De documenten bedoeld in artikelen 17 en 20 van dit besluit, opgemaakt door de Boekhouder die is aangesteld door het College, worden, uiterlijk op 30 april van het jaar dat volgt op het jaar waarop deze betrekking hebben, verzonden naar het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen. Deze legt ze dan vóór 31 mei van datzelfde jaar voor aan het Rekenhof.

Art. 25. De rekening voor de uitvoering van het budget van de Dienst wordt gevoegd bij de rekening voor de uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK V. — *De controle*

Art. 26. Het Rekenhof kan ter plaatse de boekhouding nakijken. Zij mag er, te allen tijde, alle bewijsstukken, alle staten, inlichtingen of verduidelijkingen aangaande de inkomsten, uitgaven, tegoeden en schulden opvragen. Deze documenten worden bewaard door de boekhouder - die is aangesteld door het College op de Dienst - voor een termijn bepaald in het koninklijk besluit van 25 november 1952 betreffende de vaststelling van de termijnen waarna de archieven die zijn voorgelegd aan het Rekenhof, vernietigd mogen worden.

Art. 27. Het besluit van het College van 23 juli 1996 betreffende de administratieve en budgettaire controle is van toepassing op de Dienst, behoudens artikelen 6 en 21 hiervan.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 28. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 29. Het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen, en het Lid van het College, belast met Begroting, zijn, ieder wat zich betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 1998.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College, belast met Begroting



17 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif a la gestion fonctionnelle du Service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 relatif au transfert de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 relatif au transfert de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998 relatif à la création d'un Service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses Membres;